

Chaque pays voit actuellement sa capacité de favoriser la croissance et l'emploi réduite. Or, sans croissance économique, les possibilités de développement de marchés nouveaux s'effritent. De nombreux États éprouvent des difficultés à rembourser leurs lourdes dettes, ce qui a pour effet d'aggraver l'instabilité financière internationale. Ces conditions rendent encore plus difficiles les changements nécessaires dans la structure économique, et elles suscitent des demandes de protection et de subvention accrues. Et le cycle se répète sans fin.

ORIENTATIONS, OBSTACLES ET LEADERSHIP

Le noeud du problème réside dans le fait que l'interdépendance est à la fois l'agent du changement structurel et son véhicule, et que les effets de ce changement se propagent rapidement d'un pays à l'autre. Les politiques sociales et industrielles nationales qui font fi de cette réalité minent le système international et peuvent, à la limite, nuire aux États qui les appliquent.

Engagés dans une nouvelle ère économique, nous devons répondre à deux questions : comment les États vont-ils restructurer leur propre économie et comment vont-ils collaborer avec les autres pays dans la poursuite de leurs intérêts communs? Ces deux questions sont liées.

Les principes qui devraient présider à la formulation de nos politiques économiques respectives commencent à se dégager plus clairement :

1. Les gouvernements devraient chercher à dissiper l'opinion selon laquelle ils peuvent ou devraient prévenir les changements économiques.
2. Les gouvernements devraient en fait faciliter ces changements en favorisant un climat propice à l'innovation et en s'employant à dissiper les problèmes d'adaptation.
3. Les gouvernements devraient essayer de rendre leurs sociétés plus souples, particulièrement grâce à leurs systèmes d'éducation. La rigidité de l'esprit est la pire forme de rigidité économique.